



REVUE DE PRESSE

Mercredi 05 décembre 2018



Le chiffre

22%

Ils se font rares et coûtent de plus en plus cher. Porté par une demande

accrue, le prix des gilets jaunes (Photo AFP) a fortement augmenté sur Amazon: c'est la conclusion d'une étude menée par BFMTV à l'aide du logiciel Keepa qui permet d'observer l'évolution des prix d'un produit sur le géant du commerce américain en ligne.

Entre le 1^{er} et le 30 novembre, les tarifs ont ainsi augmenté en moyenne de 22%, avec de fortes disparités. Les



gilets Lumiereholic sont passés de 7,99 euros à 8,59 euros, soit une hausse de 7%, contre 5% d'augmentation pour les gilets Femor. Le gilet Marque blanche a, lui, vu son prix bondir de près de 50%, passant de 3,99 euros à 5,90 euros en un mois. Il est vrai que la plateforme mondiale Amazon a recours à la «tarification dynamique», qui fait évoluer les prix des produits en fonction de la demande.

La vérification

Gilets jaunes: trois fake news décryptées

En plein acte 3 de la mobilisation des gilets jaunes, les interprétations farfelues ont été nombreuses sur les réseaux sociaux. CL revient sur trois fake news qui ont marqué le week-end passé.

■ **A Pau, les policiers ont retiré leurs casques en soutien au mouvement des gilets jaunes.**

FAUX. Samedi 1^{er} décembre à Pau, des policiers ont retiré leurs casques devant des gilets jaunes chantant *La Marseillaise*. De nombreux internautes y ont vu un signe de ralliement au mouvement. Mais il s'agissait en réalité d'«un geste négocié afin de disperser la foule des manifestants», précise *La République des Pyrénées* qui a diffusé la totalité de la scène. En fin de séquence, un œuf a été lancé en direction des for-



Non, à Pau, les policiers n'ont pas retiré leurs casques en soutien au mouvement des gilets jaunes.

Capture d'écran

ces de l'ordre. Le geste a aussitôt été condamné par les autres gilets qui finiront, comme convenu, par se disperser dans le calme.

■ **Les pompiers de Cholet tournent le dos aux élus en soutien aux gilets jaunes.**

FAUX. Le 1^{er} décembre, les sapeurs-pompiers de Cholet ont tourné le dos aux

élus lors des célébrations de la Sainte-Barbe, la sainte patronne des soldats du feu selon une vidéo relayée par France 3 Pays de Loire. Mais ce geste, qui a provoqué le départ de la cérémonie du maire de la ville, Gilles Bourdouleix, a été fait pour protester contre la baisse de leurs moyens et la dégradation de leurs conditions de travail. Et non en

soutien au mouvement des gilets jaunes.

■ **Des policiers ont infiltré les gilets jaunes pour casser.**

FAUX. Lors des manifestations du 1^{er} décembre à Paris, des policiers en civil sont filmés en train de descendre d'un camion siglé avant de se diriger vers la manifestation. «Ils vont aller casser», commente une femme sur la vidéo. Si la suite de la séquence ne permet pas de valider une telle accusation, la police nationale a répondu sur Twitter: «Comme dans toute manifestation, les policiers en civil procèdent discrètement à des interpellations et renseignent sur les mouvements du cortège.» Et ajoute: «Ne diffusez pas de fausses informations, ne relayez que les informations émanant d'une source fiable.»

Noël 2018 : les achats en ligne s'envolent en France



Une hausse significative des ventes en ligne

Si les achats en magasins restent majoritaires, la croissance des ventes en ligne est 10 fois plus importante



Répartition des ventes selon les supports

Le PC et le mobile (tablette + smartphone) se talonnent à 50/50 dans les ventes en ligne



Les différents usages des mobiles pour le shopping

Après un rôle consultatif, les achats sur mobiles tendent à se démocratiser



Les prévisions de ventes globales dans le monde

La France est dans la moyenne européenne avec + 1,7% de croissance par rapport à 2017



Source : CCR rapport 2018

INFOGRAPHIE CL

■ Après deux semaines de mobilisation, les gilets jaunes sont plus que jamais motivés ■ Ils ont rejeté les propositions de Matignon ■ Ils cherchent une forme d'organisation pour s'inscrire dans la durée.



Les propositions du Premier ministre n'ont pas convaincu les gilets jaunes de Charente. Ils construisent un mouvement durable et bâtissent à Girac.

Photos Renaud Joubert

Un embryon d'organisation pour maîtriser les tensions

Jean-François BARRÉ
jf.bare@charentelibre.fr

Hier après-midi, ils ont failli en venir aux mains. Une «figure du mouvement» prise dans l'embouteillage de Girac qui saute sur un bloqueur alors qu'une ambulance des pompiers peine à se frayer un chemin parmi les bus et les autos. Bref moment de tension. Après plus de deux semaines de mobilisation sans relâche, Girac, le centre névralgique du mouvement, est parfois à cran. Jean-Michel, fougueux septuagénaire, ancré là depuis le 17, a failli mettre les voiles. Marre de se faire engueuler. «On se tire une balle dans le pied.» Hier soir, les gilets jaunes ont tenu une réunion «secrète» pour faire la jonction avec la Charente-Maritime. Demain soir, à Girac, les gilets jaunes tenteront

d'élire trois représentants issus des différents points de filtrage du département. Et pourtant, le mouvement se veut populaire. «Sans chef. Chacun prend ses responsabilités.» Yoan Lotellier pose le principe intangible. Il était pourtant «le» pilier du mouvement, à la manœuvre pour préparer la journée du 17, le samedi fondateur des ronds-points occupés, de la RN 10 paralysée. Aujourd'hui, il n'accepte plus qu'être «l'un des piliers».

Des figures ont émergé

En deux semaines, les choses ont évolué. Des figures ont émergé. «Des gens de confiance», traduit-il. Hiérarchiser, ce serait sans doute, de l'avis de l'immense majorité, perdre son âme. «On sent bien qu'on va être obligés de se structurer», reconnaît

«On est en pleine expérimentation. Il faut que l'on prenne notre destin en main. Construire pour canaliser cette énergie, cette rage.

Benoît, 27 ans, gilet jaune de la première heure, à Soyaux, à Roulet, sur la base, aujourd'hui très actif sur la ZI n°3. Mais qui se défend s'être «chef». Ici, tout le monde se connaît. «On prend les décisions par un vote à main levée.» Ils disent même qu'ils ont quitté Girac à cause «des organisateurs». «On n'a rien contre eux,

mais on veut un mouvement moins directif.» Au feeling, comme à Chasseneuil, où tout se fait naturellement. «Tout le monde se connaît, veut la même chose.» Il y avait un «chef», il est aujourd'hui à l'écart. C'est cette spontanéité qui aussi fait la spécificité, la force de ce mouvement. «Tu crois que quelqu'un peut donner des ordres alors qu'on est au même niveau», traduit Willy, qui assure «le lien» depuis l'origine.

Les tendances cohabitent à Girac

À Girac, qui se voit peu à peu comme une ZAD, c'est plus complexe. «C'est en train de se faire, assure Yoan Lotellier. Non, ça ne part pas en vrille. Mais ce qui se passe en France se représente à Girac. Il y a ceux qui veulent rester là, ceux qui veulent foutre le bordel, ceux qui veulent blo-

«Un moratoire, on n'en veut pas»

Des coups de marteau pour fixer les palettes. Sur le rond-point de Girac à Angoulême, les gilets jaunes sont en train de construire un abri en dur pour se réunir et prendre les décisions importantes. «On s'inscrit dans la durée.» C'est en quelque sorte la réponse aux propositions d'Édouard Philippe. Clairement, le moratoire sur les taxes, ils n'en veulent pas. «C'est un gel pendant l'hiver, et au printemps ça va dégeler, ironise Jean-Michel. Rien sur le Smic, la CSG, les retraites. Et en attendant, la colère gronde», tonne le retraité. «On n'est pas des illettrés. Un moratoire? Il ne reviendra pas en arrière.» Sébastien est un jeune père de famille qui s'inquiète «pour [ses] enfants» et qui ne se satisfait pas des mesures annoncées par le Premier ministre. «On va se mobiliser, s'organiser. On espérait des réponses favorables. Celles d'aujourd'hui ne conviennent pas.» C'est l'avis général chez les gilets jaunes réunis au beau milieu des embouteillages. C'est le sentiment partagé sur le rond-point de Locatoumat, dans la ZI n°3 de l'Isle-d'Espagnac. «On est là pour un moment. Ça va se durcir, si ça continue», lâche Benoît, jeune gilet jaune de la première heure. Sur le rond-point de Chasseneuil, là où s'étirent les files de camions quand les gilets jaunes décident de filtrer, l'écho est le même. «On ne lâche rien.» C'est Jean-Luc, alerte septuagénaire, qui l'affirme. «On ne réclame pas une négociation dans six mois. Ce que l'on réclame, c'est la suppression des hausses que l'on subit maintenant. Pas le report de celles à venir», traduit Willy, fer de lance du mouvement.

quer et d'autres non.» Il y a Sébastien qui ne prend pas ses enfants depuis deux week-ends parce qu'il se «bat pour eux». Girac, c'est le creuset de toutes les colères, de toutes les révoltes. «Il y a aussi plus de tensions parce qu'on attendait plus du gouvernement», estime Alain, mobilisé du premier jour. Autour du feu de palettes, bientôt à l'abri dans la salle construite du même bois, les tendances cohabitent pourtant. Xavier est intermittent du spectacle, a trouvé ses marques à Girac. «On est en pleine expérimentation. Il faut que l'on prenne notre destin en main. Soit on se fédère et le sens et la raison reprennent le dessus, soit on va au chaos. L'idée, c'est de construire pour canaliser cette énergie, cette rage. Ensemble autour de quelque chose pour recréer du lien.» Avec des «trésors de générosité» et quelques turbulences.

La solidarité alimente le garde-manger

Ils ont gentiment demandé des palettes; Locatoumat a fourni. Ils n'ont rien demandé et une automobiliste a déposé des huîtres aux gilets jaunes qui occupent le rond-point de la ZI n°3 à l'Isle-d'Espagnac. «Chaque jour, des automobilistes s'arrêtent, nous offrent des poches de viennoiseries, du pain, du café», raconte Benoît, qui exhibe un jambon entier. Un automobiliste s'arrête sur le rond-point. Un gilet jaune récupère un filet de clémentines, un pack d'eau. Un autre a laissé de gros sacs de chips. «On va redistribuer.» Partout, depuis le début du mouvement, la solidarité s'est organisée autour des

points de filtrage. À Chasseneuil, les gilets jaunes ont organisé une cagnotte. «Mais les gens nous donnent beaucoup.» Quelques-uns du village, d'autres totalement inconnus. «On a vu un automobiliste passer, nous dire "je ramène du café". Il est repassé peu après.» Ils ont même partagé un café avec un routier. «Il a laissé un billet de 20 € en partant.» C'est aussi comme ça que se construit et s'alimente le rond-point de Girac, qui vit jour et nuit. Une entreprise du coin a livré les palettes. Des artisans, des particuliers aussi. Avec le froid, les ronds-points en sont gros consommateurs. Dans l'après-midi,

c'est un ancien cadre de la DDE qui vient ravitailler. «Le ne peux pas être physiquement présent. C'est ma façon de soutenir.» Là, c'est un routier qui donne une cagette d'oranges au passage. Des anonymes qui klaxonnent et laissent des viennoiseries. «On a eu du pain par des boulangers», souligne Yoan Lotellier, l'un des motivateurs. De la viande par un restaurateur. Des personnes sont apporté de l'eau, d'autres ont laissé 5 €, 10 €. «Les plus gros, c'est 50 € et il y en a eu pas mal. Ça permettra de manger autre chose que du pain.» Ça permet de tenir un siège s'il le faut. Au chaud.



À l'Isle-d'Espagnac, la solidarité s'est organisée et les dons affluent sur le giratoire.

Collèges: des vidéos pour susciter l'ambition

Les collégiens de quinze établissements charentais vont bénéficier de «TrouveTaVoie». Un partenariat avec la prestigieuse école ESSEC.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Des vidéos courtes et souvent humoristiques, pour donner envie aux collégiens de mettre en valeur leurs talents et de s'engager dans des études qui leur plaisent. Sur des thèmes comme la culture générale, l'orientation ou l'ambition. Le dispositif «TrouveTaVoie» démarre cette année dans quinze collèges plus un lycée (1) de Charente pour les élèves à partir de la 4^e. Un partenariat entre le Département et la prestigieuse école de commerce ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), dont le centre d'égalité des chances est à l'origine de ce programme, avec l'Éducation nationale.

Cinquante professeurs formés

«Le but du jeu est de permettre à chaque jeune de trouver qui il est, ses talents, ses goûts, décrit Chantal Dardelet, directrice du centre à l'ESSEC. L'idée est aussi de faire connaître aux collégiens le champ des possibles en matière d'orientation: il existe plus de 13 000 formations dans l'enseignement supérieur.» Et le constat en Charente est inquiétant: *«Beaucoup de jeunes se disent "les études supérieu-*



Chantal Dardelet, de l'ESSEC (sur l'écran), porte le dispositif «TrouveTaVoie».

Photo Renaud Joubert

res, pour quoi faire?», souligne François Bonneau président du conseil départemental.

L'objectif est aussi d'éviter le décrochage, en suscitant la recherche de vocation, notamment dans les collèges ruraux et en Rep+. *«Une vidéo qui fonctionne très bien est celle qui traite des intelligences multiples: l'école valorise traditionnellement l'intelligence des maths et l'intelligence du français, mais l'intelligence manuelle, l'intelligence interpersonnelle... sont également prisées et on en a besoin dans beaucoup de métiers! On sait que cette vidéo fait se redresser certains gamins qui se disent: "en fait je ne suis pas bête"»*, dit encore Chantal Dardelet.

«TrouveTaVoie» a actuellement cours dans 200 établissements scolaires de France. En Charente, il s'inscrit dans le cadre du plan Ambition Réussite Collèges 2025. En plus des ressources numériques, le dispositif comprend également des fiches animations pour les enseignants. Cinquante d'entre eux se sont formés hier à ce nouvel outil. «TrouveTaVoie» devrait donc démarrer rapidement pour les collégiens charentais.

(1) Coût pour le Département: 5 000 €. Les collèges volontaires: Ruffec (collège et lycée), Chabanais, Champagne-Mouton, Ruelle, Segonzac, Rouillac, Claude-Boucher à Cognac, Michelle-Pallet et Marguerite-de-Valois à Angoulême, Romain-Rolland à Soyaux, Blanzac, Châteaumeuf, Confolens, Montembœuf et Roumazières.

La Région prend soin des chênes et de la tonnellerie

Alain Rousset a signé hier une convention avec l'Office national des forêts. L'occasion de valoriser une filière d'excellence.



Alain Rousset, président de Nouvelle-Aquitaine, a visité la tonnellerie Taransaud hier à Merpins.

Photo J. P.

Quand le cognac va, la tonnellerie va aussi. Et forcément, ses besoins en matière première explosent. Le chêne, production régionale du Limousin à la vallée de l'Adour, est désormais dans le viseur de la Nouvelle-Aquitaine et de l'Office national des forêts (ONF). C'est l'un des axes de la convention qui a été signée hier après-midi, à Merpins, sur le site de la tonnellerie Taran-saud. À travers elle, la Région reconnaît la tonnellerie comme filière d'excellence. Une filière de poids, également. La Nouvelle-Aquitaine est la première région de production de tonneaux: 50 % des tonnellerie françaises sont implantées dans la région et principalement autour de Cognac.

«La France est le pays des plus belles chênaies, mais la ressource est insuffisante pour répondre à la demande des tonneliers», observe Vincent Lefort, président du Syndicat des mérandiers de France. Et la situation risque de ne pas s'améliorer avec un ré-

chauffement climatique auquel le chêne pédonculé est particulièrement sensible. Le partenariat qui s'est noué hier entre la Région et l'ONF devrait permettre un premier travail avec la profession sur la gestion de la ressource et sa pérennisation.

Important quand on sait à quel point le chêne joue un rôle primordial dans le vieillissement des eaux-de-vie de cognac – et des grands vins de bordeaux aussi. Président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Patrick Raguenaud rappelle le *«lien indissociable entre le chêne et le cognac»*, *«le rôle fondamental de la barrique pour la maturation»*. *«Le bois apporte les arômes, dit-il. C'est aussi la membrane qui permet l'oxydation des eaux-de-vie.»*

«Les forêts vont se substituer au pétrole»

Mais la convention signée hier ne concerne pas que les forêts de chênes. Dans la première région forestière de France, en surface comme en récolte, sa visée est bien plus large. Elle doit permet-

tre une meilleure gestion et valorisation des milieux forestiers. Elle englobe ainsi les forêts littorales, celles de pins maritimes des îles de Ré et d'Oléron. Elle comprend encore les forêts pyrénéennes où l'extraction est compliquée. D'où la nécessité d'innover, autre axe de la convention.

L'occasion pour Alain Rousset d'évoquer le projet *«Flying Whales»* (baleines volantes), aidé par la Nouvelle-Aquitaine. L'idée: créer un dirigeable capable de supporter et transporter 60 tonnes de bois. Plus efficace qu'un hélicoptère. *«Les premières machines devraient être expérimentées en 2021.»* En montagne mais aussi dans les terres vallonnées du Limousin. Alain Rousset espère bien que l'entreprise qui construira ces dirigeables *«atterrira en Nouvelle-Aquitaine»*.

Lui, le *«Girondin radical»*, né au-dessus d'une menuiserie, se dit particulièrement attaché à la filière forêt-bois. *«On a quinze ou vingt ans pour changer la planète. Demain, les forêts vont se substituer au pétrole. Il y a un chantier à mener.»*

■ Une équipe de gériatrie mobile a été constituée ■ Après un rodage en interne, elle parcourra le territoire à partir de janvier ■ En lien avec les médecins traitants.

L'hôpital de Cognac veut sortir de ses murs

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

C'était l'un des points soulevés pendant la crise de septembre. À Cognac, les médecins libéraux sont peu nombreux à adresser leurs patients à l'hôpital. «Il faut qu'on améliore nos relations avec les praticiens de ville», reconnaît lui-même Stéphane Jacob, le directeur de l'établissement. Pour cela, il compte sur de nouveaux outils.

”
La vraie vie
n'est pas à l'hôpital.
Elle est à domicile.

À commencer par l'équipe de gériatrie mobile. Composée d'un médecin gériatre, d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'une cadre supérieure de santé, elle a été lancée le 1^{er} octobre en interne. Au 1^{er} janvier, après une période de rodage, elle parcourra les territoires de Grand Cognac et de Rouillac. Sa mission: apporter une expertise auprès des personnes âgées de plus de 75 ans dans le cadre de problématiques telles



Anne Rougnant, directrice adjointe de l'hôpital; Daniel Coumau, médecin gériatre; Pascale Daurat, infirmière coordinatrice; Stéphane Jacob, directeur; et Inès Gautier, assistante sociale; ont travaillé à la mise en place de l'équipe de gériatrie mobile.

Photo J. P.

qu'un retour à domicile après une hospitalisation, qu'une situation d'isolement ou d'insalubrité... Basée sur le site de l'ancien hôpital, l'équipe pourra intervenir dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, via les médecins coordonnateurs, ou carrément à

domicile si elle est sollicitée par les médecins traitants (1). «L'idée, c'est de repérer les personnes fragiles, travailler en amont avant que les situations ne deviennent aiguës, éviter l'hospitalisation», explique Pascale Daurat, infirmière, qui martèle: «La vraie vie n'est pas à l'hôpital. Elle est à domicile.»

«Nous pourrions livrer une évaluation globale, poursuit le docteur Daniel Coumau. Sur le risque de chute, la dénutrition, la dépression, l'environnement, l'état de dépendance, le poids des aidants...» Et ainsi mettre en place une aide adaptée. Exemple: un réaménagement du domicile, l'intervention d'un kiné ou d'une auxiliaire de vie, le portage des repas... «Aider la personne à entrer dans un parcours de soins», ajoute Pascale Daurat. Et aider les médecins, qui se retrouvent parfois dans des situations de blocage, en mobilisant d'autres compétences.

Le besoin avait été identifié il y a longtemps. «On travaillait sur le projet depuis cinq ans, mais on attendait les financements», observe encore l'infirmière. Une fois les fonds notifiés, l'équipe s'est mobilisée. «On s'est inspiré de ce qui se fait ailleurs en France en l'adaptant à nos spécificités», indique le directeur.

«Ce qu'on souhaite, c'est compléter, sur la filière personnes âgées, l'offre proposée par l'hôpital, ajoute-t-il. Développer l'hôpital hors les murs, se mettre au service de notre territoire.» Cela ne fonctionnera que si les professionnels de santé jouent le jeu de la complémentarité. «C'est essentiel. Encore plus aujourd'hui. Mais pour travailler en coopération, il faut être plusieurs», observe Stéphane Jacob, à la tête d'un hôpital, dont le déficit risque d'atteindre 3,3 millions d'euros en fin d'année.

(1) Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 17 h. Contact au 05 45 80 16 99.

Gilets jaunes

Après La Trêche, le rond-point de Crouin



Après le rond-point de La Trêche à Châteaubernard, direction le rond-point de Crouin, à Cognac (Photo C. A.), autre axe parmi les plus fréquentés du secteur. Hier matin, une trentaine de gilets jaunes a investi ce giratoire et procédé à des opérations de filtrage, pétitions de soutien en bandoulière. La circulation a été perturbée de part et d'autre du rond-point, en particulier sur la rocade en provenance de Châteaubernard, provoquant de nombreux ralentissements et quelques bouchons en fin d'après-midi. Ce groupe de gilets jaunes a prévu de poursuivre son action jusqu'à demain jeudi 18h30, sa déclaration de manifestation ayant été validée hier par la préfecture.

JEUNE PUBLIC

«P'tit concert» vendredi et rock school dimanche aux Abattoirs

La salle de concert cognaçaise des Abattoirs accueille le trio «The New Kidz» ce vendredi à 19h30. Bien qu'étant un spectacle «jeune public» (volume sonore et paroles adaptés) et interactif (jeux et mise à contribution du public), c'est avant tout un véritable concert de rock'n'roll où les enfants, comme les parents, sont invités à chanter, danser, jouer et faire du bruit. Dimanche, à 14 h et à 17 h, ce sera au tour des élèves des cours de claviers et de guitare de se succéder sur la scène des Abattoirs pour interpréter quelques standards sous forme de solo, duo ou trio. Tarifs: 5 € vendredi, 3 € dimanche.

«On n'est pas au bout des idées»

Proposer une télé-expertise dans les Ehpad (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), mettre à leur disposition une infirmière diplômée d'État la nuit pour sécuriser la prise en charge des résidents, créer un hôpital de jour porté par l'équipe de gériatrie mobile... L'hôpital de Cognac n'est pas au bout des idées, notamment en ce qui concerne la filière des personnes âgées. «C'est un sujet important pour le territoire,

il y a une vraie problématique de prise en charge. L'hôpital de Cognac ne peut pas être absent», note Stéphane Jacob, le directeur. De plus en plus, l'établissement travaille en collaboration avec le privé, mais aussi avec la ville de Cognac. C'est le cas, notamment, sur le projet Lena (Logement évolutif pour une nouvelle autonomie) dont l'objectif est d'équiper en domotique trois chambres de la résidence Alain-de-Raimond.

Oréco se questionne quant à son avenir

L'Organisation économique du cognac poursuit sa belle croissance qu'elle doit néanmoins maîtriser à travers une nouvelle stratégie à définir.



Oréco a battu un nouveau record, mais continue à se méfier de la crise de croissance.

Photo G. B.

Gilles BIOLLEY
gb.biolley@charentelibre.fr

L'Organisation économique du cognac (Oréco) poursuit sa croissance selon les chiffres, au 30 juin dernier, dévoilés hier en assemblée générale par les dirigeants de cet acteur majeur de la filière. Une santé florissante, fruit de la réorganisation lancée depuis une décennie par une entreprise qui se doit désormais de définir une nouvelle stratégie comme l'explique son directeur général délégué, Daniel de Saint-Ours.

Le volume entreposé dans vos chais affiche 6 % de hausse sur le dernier exercice, à 1,3 million d'hecto pour un nouveau record qui doit vous satisfaire?

Daniel de Saint-Ours. On l'est. On frôle aujourd'hui les 20 % du stock de la filière, stock qui a quasiment doublé en dix ans. Cela valide les orientations que nous avons prises ces dernières années avec une profonde réorganisation et le recentrage de l'activité à Mersins. L'acquisition toujours en cours de terrains à Châteaubernard (11,5 ha) va nous ouvrir de nouvelles perspectives encore, avec un potentiel de 16 chais supplémentaires. Pour autant, après cette décennie de croissance, il convient de s'interroger sur la place d'Oréco dans la filière pour les 10 ans à venir. C'est une question fondamentale. On est à une période charnière.

À savoir continuer d'augmenter ou non votre part dans le stockage?

C'est une question, à l'heure où la demande de stockage va croissante. Devons-nous suivre et encore investir, sous quelle forme, à quel rythme? Quel rôle pouvons-nous jouer aussi sur le plan des chais climatiques. Nous stockons à peine 10 % du volume de la région? C'est à quoi nous devons répondre aujourd'hui dans le cadre d'une nouvelle stratégie à définir.

L'augmentation de capital de 1M€, va dans ce sens?

Oui. Après le Crédit agricole Charente-Périgord l'an dernier, celui de Charente-Maritime-Deux-Sèvres va lui aussi posséder 12 % des parts (derrière les 13,2 % respectifs de Martell et Hennessy). Cela va nous permettre de renforcer nos fonds propres et de réduire encore l'éclatement de notre actionnariat, divisé aujourd'hui par deux.

■ Les terrains privés de la famille Agard sont régulièrement investis par des gens du voyage ■ La mairie et la préfecture suivent l'affaire depuis des années ■ Tout le monde est excédé ■ Le dossier semble dans l'impasse.



Florent Agard a tout tenté pour résoudre son problème, mais rien n'y fait: les gens du voyage voisins s'étendent bien au-delà des limites de leur terrain, ici au second plan. Photo Majid Bouzid

Les pouvoirs publics sont impuissants

Le terrain des Maille: un dossier sur lequel plusieurs équipes municipales se sont cassé les dents. Mais d'après Stéphane Coudret, le directeur du centre social des Alliers, la mairie d'Angoulême est particulièrement active. Il y a un an et demi, le maire Xavier Bonnefont s'est même déplacé en personne pour constater les dégâts. Alors, pourquoi ça coince? «On a fait plusieurs propositions de relogement, mais ça n'avance pas», souligne Anne-Laure Willaumez, adjointe au maire chargée des solidarités. Comme il s'agit d'un terrain privé dont ces gens sont propriétaires, on est limité dans nos interventions. La solution? Travailler main dans la main avec la préfecture. La compétence de l'État pourrait permettre de sortir de l'impasse. Avec le risque d'une expulsion pure et simple. «Une issue qu'il faut éviter à tout prix car les procédures de relogement dans l'urgence seraient chaotiques», s'inquiète Stéphane Coudret.

Ses voisins dépassent les limites

Bastien LION
b.lion@charentelibre.fr

C'est l'histoire d'un terrain coincé entre le vacarme du chemin de fer et les effluves malodorantes de l'usine Rousselot. Un terrain que la météo pluvieuse de ces derniers jours a rendu boueux. Où s'empilent et se croisent des quads, des caravanes, des chiens, des poules. Un terrain qui, aujourd'hui, est au cœur d'un complexe conflit de voisinage.

Adossés à cet emplacement, plusieurs lopins de bois se nichent entre la rue de l'Égalité et la rue de Saint-Michel-à-Angoulême. Ces parcelles, Florent et Stéphanie Agard les ont achetées en 2014 pour faire de l'apiculture et replanter des peupliers. Mais depuis cette acquisition, ni ruches ni arbres n'ont poussé sur ces six hectares.

Florent Agard s'est contenté de nettoyer les bois, encore et encore. Car régulièrement, ils sont pris d'assaut: passages de moto-cross, parties de chasse, braseros, cultures diverses... «Ce n'est jamais grave mais ont dirait qu'ils prennent un malin plaisir à le faire exprès», soupire Florent Agard.

Voie sans issue?

«Ils», ce sont les gens du voyage qui occupent la fameuse parcelle voisine. En fait, cela fait 25 ans que la famille Maille en est propriétaire. L'endroit est devenu un lieu de passage très fréquenté pour des membres plus ou moins éloignés de la famille. Lesquels semblent donc avoir pris l'habitude de déborder allègrement des limites du terrain.

Florent Agard, d'un naturel plutôt patient, a tout tenté: le dialogue,

avec l'aide du centre social des Alliers, les procédures administratives via la mairie ou la préfecture (voir encadré), la plainte, déposée au poste de police en 2016... Mais rien ne se passe. «On a tourné la question dans tous les sens, déplore-t-il. C'est compliqué, parce qu'on ne veut surtout pas généraliser ou stigmatiser.»

Sarah Maille, fille de la propriétaire du terrain, a conscience du problème: «Tout ce qui arrive ici, j'en suis désolée. Il y a beaucoup de passage, je ne peux pas tout contrôler. Mais je comprends le monsieur, je n'ai rien contre lui, c'est normal qu'il soit mécontent, ce sont ses terrains.»

Cette mère de famille ne désire en fait rien d'autre que de quitter les lieux. «Cet emplacement, il est pitoyable. Regardez dans quoi vit ma mère, s'exclame-t-elle en pointant une vieille caravane dé-

labrée. Elle a 85 ans, moi tout ce que je veux c'est pouvoir l'emmener dans une vraie maison, même un appartement. On n'a rien ici, on n'a même pas de WC (1)!» Au centre social des Alliers, chargé d'encadrer les gens du voyage, on suit le dossier depuis de nombreuses années. Stéphane Coudret, le directeur de la structure s'est sou-

«On a tourné le dossier dans tous les sens. C'est compliqué, on ne veut surtout pas généraliser ou stigmatiser.

vent retrouvé en première ligne. «On doit toujours avancer caché car la situation est très compliquée, explique-t-il. Ça fait huit ans qu'on travaille sur des solutions de relogement, mais il y a toujours quelque chose qui coince: logements insalubres ou situés à 40 bornes d'Angoulême, associations de riverains qui montent au créneau pour s'opposer à l'arrivée de gens du voyage dans leur quartier...»

Selon lui, une porte de sortie se profilerait mais impossible d'en savoir plus, justement pour ne pas faire tout capoter. Problème, si Sarah Maille souhaite plier bagages, rien n'indique que ce soit le cas pour les frères, cousins et autres visiteurs intempestifs. On n'a sûrement pas fini d'entendre parler de ce terrain plus que glissant...

(1) Le terrain étant non-construisible, la mise en place d'un tout-à-l'égout est impossible.

La chorale des hospitaliers en concert dimanche



Les chanteurs de l'hôpital lors d'un récent concert à Lonzac.

Photo CL

La chorale des hospitaliers de Cognac, dont les chanteurs sont majoritairement membres des personnels de l'hôpital, poursuit sa tournée, et se produira ce dimanche à 16 h, à l'église Saint-Antoine de Cognac. Placés sous la direction de Jeanne-Mélaine Bonfils et accompagnés au piano par le titulaire de l'orgue de Saint-Léger,

Laurent Richard, les chanteurs interpréteront un répertoire varié, des nocturnes de Mozart, ou le «Chœur des esclaves» de Verdi, mais aussi des œuvres plus contemporaines de Nino Ferrer, Bobby Lapointe, ou encore Vangelis Papathanassiou.

Entrée libre et gratuite, participation laissée à l'appréciation de chacun.

Trois mesures pour jouer l'apaisement

Le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé hier trois mesures pour tenter d'apaiser la colère des «gilets jaunes». Le manque à gagner des mesures qu'il a annoncées s'élève à environ deux milliards d'euros, selon le gouvernement. «Si les impôts baissent, il faudra que les dépenses baissent», a assuré le Premier ministre.

1 Carburant: six mois sans hausse de taxes

La hausse de la taxe carbone sur l'essence, le fioul et le diesel prévue le 1^{er} janvier 2019 est suspendue pour six mois. Au cœur des revendications des «gilets jaunes» depuis le début du mouvement, cette hausse de trois centimes sur l'essence et de six centimes sur le diesel n'aura donc pas lieu dès le début de l'année.

Le gouvernement renonce également pour la même durée à la convergence fiscale du diesel et de l'essence, c'est-à-dire à davantage taxer le diesel, jugé plus néfaste pour l'environnement, afin de le rendre plus onéreux que l'essence.

Enfin, Édouard Philippe a suspendu l'augmentation des taxes prévues sur le gazole non routier utilisé notamment par les entreprises de BTP.

Selon le gouvernement, ces hausses auraient dû rapporter trois milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2019 dans les caisses de l'État, soit un manque à gagner de 1,5 milliard

■ Après trois semaines de mobilisation, l'exécutif a fini par faire des concessions ■ Sans que la colère des «gilets jaunes» ne semble retomber.

pour le report de six mois. Cette pause suffira-t-elle à calmer les «gilets jaunes»? Le Premier ministre a en tout cas souhaité trouver dans ce laps de temps «des mesures d'accompagnement justes et efficaces», assurant être prêt à «en tirer les conséquences» si ce n'est pas le cas.

2 Gaz et électricité: pas de hausse cet hiver

Les tarifs régulés de l'électricité et du gaz, qui concernent respectivement environ 26 et 4,5 millions de ménages, ne bougeront pas jusqu'en mars. Ces hausses possibles inquiétaient de nombreux ménages pour l'hiver 2019: des associations de consommateurs avaient par exemple alerté

la semaine dernière sur une probable augmentation de 8% à 10% du tarif de l'électricité.

Ce dernier fait l'objet d'un mécanisme complexe de fixation, intégrant notamment le prix du marché de gros qui augmente depuis un an, et ses évolutions sont proposées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), mais le gouvernement peut s'y opposer dans un délai de trois mois. Selon les associations, le surcoût pour les consommateurs d'électricité se serait élevé à 1,47 milliard d'euros pour 2019.

Pour le gaz, dont le tarif réglementé évolue tous les mois, lui aussi sur proposition de la CRE, la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) devait augmenter de 22% au 1^{er} janvier pour passer de 8,45 euros/MWh à 10,34 euros/MWh. Une hausse qui devait rapporter un milliard d'euros à l'État sur l'année. Le gouvernement pourrait donc jouer sur cette taxe pour éviter une hausse durant l'hiver. La CRE anticipe actuellement une stabilité ou une légère baisse en janvier.

3 Contrôle technique: réforme repoussée

Redouté par les «gilets jaunes» qui possèdent des voitures anciennes et en particulier des diesels, le durcissement du contrôle technique prévu pour janvier 2019 est lui aussi suspendu pour six mois. En mai, il avait



«Gel des taxes? Le gel, c'est pour les cheveux! Ce qu'on veut, c'est une suppression de toutes les taxes»: comme ceux mobilisés au péage de La Clotat, beaucoup de «gilets jaunes» n'ont pas été convaincus par les mesures annoncées. Photo AFP

déjà été alourdi avec notamment davantage de points de contrôle et plus de «défaillances» scrutées lors de l'examen du véhicule. Sa deuxième phase vise à faire sortir du parc automobile les véhicules diesel qui émettent le plus de particules.

Mais selon des professionnels, certaines voitures récentes auraient pu elles aussi être victimes de cette nouvelle mouture. Édouard Philippe a affirmé souhaiter «trouver les justes adaptations» pendant la période de suspension.

Les blocages des «gilets jaunes» continuent

Selon les analystes, les annonces du gouvernement représentent un recul pour Emmanuel Macron qui, depuis le début de son mandat, était déterminé à «garder le cap». Des manifestants ont décidé dans la foulée de lever le blocage du dépôt pétrolier de Brest, jugeant «satisfaisantes» les concessions de l'exécutif. Le blocage du dépôt de Lorient a aussi été levé. Pour autant, cela risque de ne pas suffire: les blocages continuaient hier et plusieurs stations-service étaient fermées pour rupture de

carburant. «Ils font ça pour qu'on lève le camp et qu'on rentre chez nous, mais on ne va pas bouger», a dit Lionel Rambeaux, soudeur, à un barrage à la sortie du Mans.

Appels à un «acte IV» samedi

Même insatisfaction auprès des partis d'opposition. «Trop peu et trop tard», a résumé le vice-président LR, Damien Abad. La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen a ironisé sur les six

mois de moratoire, «sûrement un hasard», au bout desquels se tiendront les élections européennes. «Le gouvernement n'a pas pris la mesure du moment», «une révolution citoyenne», a affirmé le leader Insoumis Jean-Luc Mélenchon. Partout en France, les appels à se mobiliser un 4^e samedi de suite ont été maintenus. Deux rencontres de Ligue 1 de football, PSG-Montpellier et Toulouse-Lyon, prévues samedi, ont déjà été reportées. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a invité «les gilets

jaunes raisonnables» à ne pas se rassembler à Paris samedi, et a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France. Selon un conseiller de Matignon, il n'est «pas sûr que l'exécutif ait tout mis sur la table», gardant quelques cartouches au cas où la grève perdure, comme la suppression anticipée de la taxe d'habitation. Emmanuel Macron qui a fait hier une visite surprise à la préfecture incendiée du Puy-en-Velay, a été hué et insulté à sa sortie par une poignée de manifestants.

Les routiers en grève dimanche

CGT et FO du secteur du transport routier ont appelé à la grève à partir de dimanche 22h et pour une durée indéterminée afin de défendre le pouvoir d'achat, qualifiant de «amiettes» les mesures annoncées par le Premier ministre. Les deux syndicats sont par ailleurs mécontents d'une décision du Conseil d'État qui a annulé un décret fixant des majorations de 25% et 50% aux heures supplémentaires des routiers.

Syndicats

“ Il faut ouvrir des négociations salariales

«Le dialogue devra construire des solutions de court et de long terme. Il faut que le gouvernement s'engage sincèrement. Ça ne peut pas être un jeu de dupe. Il n'y aura pas de deuxième chance», prévient le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Force ouvrière juge que «le moratoire sur les taxes et la stabilité du coût de l'électricité répondent à une demande pour permettre l'installation d'un dialogue, et en particulier du dialogue social». Seule la CGT dénonce un gouvernement «à côté de la plaque». «Ces mesurées ne sont pas de nature à permettre à une majorité de la population de boucler des fins de mois de plus en plus difficiles», ajoute la centrale qui appelle à une journée de manifestations le 14 décembre. Tous les syndicats se rejoignent pour revendiquer l'ouverture de négociations salariales sur l'augmentation du Smic notamment.

Verts

“ L'écologie se prend une balle perdue

Après le renoncement à la taxe poids lourds lors du quinquennat Hollande et de la taxe carbone sous Sarkozy, le recul de ce gouvernement sonne comme un nouveau coup dur aux oreilles des écologistes, un brin fatalistes hier. Autant «annoncer un moratoire sur l'écologie en général», peste Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les Européennes. «Pour le gouvernement la fiscalité écologique a été avant tout une fiscalité de rendement afin de financer la fin de l'ISF.» «Ils ont transformé l'écologie en bouc émissaire et c'est elle qui prend une balle perdue» par les «gilets jaunes», lance Julien Bayou, porte-parole du parti. La Fondation pour la nature et l'homme, créée par Nicolas Hulot, redoute un «renoncement à l'écologie» et, «sans révision plus large des priorités budgétaires du gouvernement», «une impasse».

Patronat

“ Ces mesures doivent mettre fin au blocage

«Les annonces» ont «ouvert la voie au dialogue», a estimé Alain Griset, président de l'Union des entreprises de proximité (U2P). «Ces mesures doivent mettre fin au blocage de l'économie et aux pertes déjà subies par nos entreprises qui doivent au plus vite retrouver une activité normale», a ajouté le responsable patronal. Même son de cloche au Medef pour lequel «l'activité et l'emploi» étaient «en jeu». Selon Jean-Eudes du Mesnil du Buisson, secrétaire général de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), son syndicat participera au débat sur la modernisation des dépenses publiques et le système fiscal français à partir du 15 décembre: «Nous insisterons pour que la question de la fiscalité dans sa globalité soit abordée, notamment la fiscalité locale, qui inquiète de nombreux chefs d'entreprise.»

Toujours moins de généralistes, toujours plus de «déserts»

Avec 217.107 inscrits au tableau de l'Ordre début 2018, le nombre de médecins actifs affiche une hausse de 0,5% sur un an et dépasse son précédent record établi en 2010, selon l'atlas démographique annuel du Conseil national de l'Ordre des médecins publié hier.

Mais derrière cette constance apparente, le nombre de généralistes est de nouveau en recul (-0,4%, soit 87.801), tandis que les effectifs continuent d'augmenter chez les spécialistes (+0,4%, soit 85.647) et les chirurgiens (+0,8%, soit 24.632).

Depuis 2010, la France a perdu 6,8% de ses généralistes et, selon les

projections du Cnom, elle en perdra autant d'ici 2025. Avec 24% d'omnipraticiens âgés de plus de 60 ans et seulement 21% en dessous de 40 ans, «le renouvellement générationnel est incomplet», constate l'Ordre. L'atlas 2018 pointe aussi «des inégalités territoriales qui se creusent», avec des baisses de densité «plus fortes dans les départements déjà affectés» par la désertification médicale. Paris trône en tête du classement, avec 687,1 médecins pour 100.000 habitants, tandis que tout en bas de l'échelle, on retrouve la Mayenne (167,3), l'Ain (162,4) et l'Eure (154,3).

■ TAXATION DES OAPA

Bruxelles voit toujours plus petit

La France a de nouveau reculé hier pour tenter de sauver la taxe européenne sur l'économie numérique, en proposant avec l'Allemagne une version édulcorée de l'un des projets phare d'Emmanuel Macron. «Je préfère revoir nos ambitions (...) Cette fois-ci nous pouvons avoir un résultat car nous avons adopté une attitude plus conciliante», a reconnu le ministre français des Finances Bruno Le Maire, à l'issue d'une réunion à Bruxelles avec ses 27 homologues de l'UE.

Le 6 novembre, lors d'une précédente réunion, Paris avait déjà mis de l'eau dans son vin, en acceptant de repousser l'entrée en vigueur de la taxe à fin 2020 pour convaincre les pays réticents.

Cette fois, c'est le compromis auquel sont parvenus dans la nuit Bruno Le Maire et son homologue allemand Olaf Scholz qui s'expose à des critiques. Dans ce texte, Paris et Berlin «appellent les pays de

l'UE à adopter ce projet de directive au plus tard en mars 2019 pour une entrée en vigueur en 2021, si aucune solution au niveau international n'est trouvée d'ici là». La proposition

puisqu'elle propose de se concentrer seulement sur la taxation de la vente de publicités en ligne, par conséquent essentiellement sur Google et Facebook. Dans la proposition initiale de



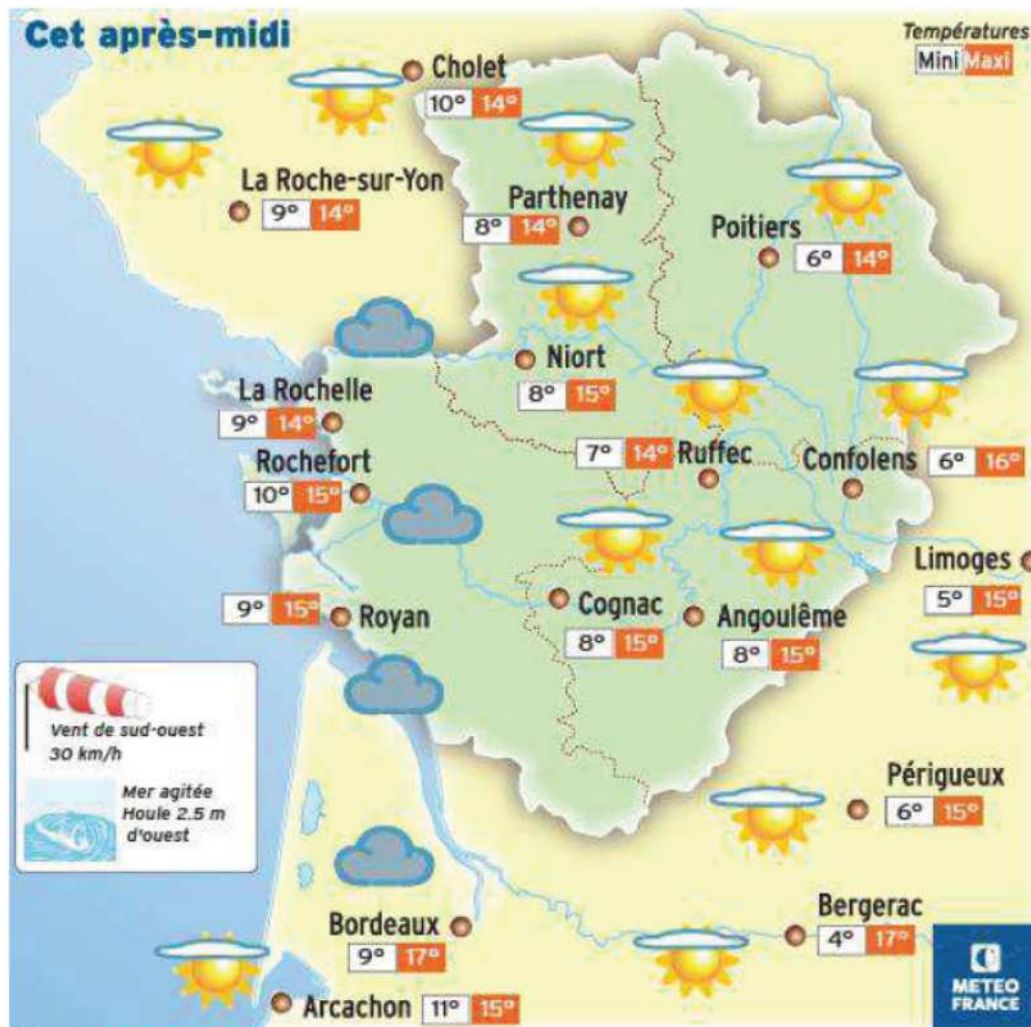
Photo archives AFP

franco-allemande prévoit une taxation du chiffre d'affaires (et non des bénéfices comme le veut l'usage) à 3%, comme c'était le cas dans l'offre mise sur la table par la Commission européenne le 22 mars 2018.

En revanche, cette proposition réduit considérablement l'assiette par rapport à ce qui était prévu dans ce projet de la Commission,

l'exécutif européen, il était aussi prévu de taxer la vente des données par les vendeurs en ligne, les plateformes et les éditeurs de services. L'assiette était donc plus large.

Paris et Berlin précisent également que les pays membres de l'UE qui le désirent peuvent mettre en œuvre une taxation plus lourde au niveau national.



Nouvelles pluies.

Brumes et bancs de brouillards, puis quelques éclaircies à la mi-journée. Les nuages sont ensuite de plus en plus nombreux, amenant des pluies pour la soirée et la nuit. Vent de Sud-Est puis Sud-Ouest modéré à assez fort en fin de journée.

Jeudi			
Royan 11° 14°	Cognac 11° 15°	Angoulême 11° 14°	Confolens 10° 14°
Vendredi			
Royan 9° 13°	Cognac 9° 14°	Angoulême 9° 13°	Confolens 8° 13°
Samedi			
Royan 8° 13°	Cognac 8° 13°	Angoulême 7° 13°	Confolens 7° 12°
Dimanche			
Royan 10° 13°	Cognac 10° 13°	Angoulême 9° 13°	Confolens 8° 12°
Lundi			
Royan 7° 12°	Cognac 6° 12°	Angoulême 5° 11°	Confolens 5° 10°
Mardi			
Royan 4° 10°	Cognac 3° 10°	Angoulême 2° 9°	Confolens 3° 8°

Malgré la pause fiscale, le feu couve toujours

GILETS JAUNES Le visage marqué et la gorge serrée, Édouard Philippe a annoncé un report des hausses de taxes de six mois. Le totem de la fermeté est tombé. Mais la colère reste palpable

JEFFERSON DESPORT
j.desport@sudouest.fr

ACTE IV OU PAS ?

Jusqu'à là, la Macronie s'était éparpillé pareil désaveu : reculer. Non pas en rase campagne comme l'ancien monde devant les bonnets rouges. Mais derrière des carcasses de voitures calcinées, des devantures brisées, des symboles de la République « souillés » pour reprendre le mot du chef de l'État, et des scènes de violences urbaines jamais vues dans Paris. Hier midi, le « nouveau monde » qui, depuis sa marche triomphale de 2017, se targue de réformer toujours plus vite, toujours plus fort, dépassant les mouvements sociaux les uns après les autres, a acté son retour sur terre. Au prix d'un atterrissage en catastrophe.

Après trois semaines de colère des gilets jaunes sur l'ensemble du territoire et devant le risque d'embrasement du pays, Édouard Philippe, le visage marqué et la gorge serrée, a annoncé ce qui était devenu inéluctable : un moratoire sur la hausse des taxes. Précisément ce à quoi lui et le chef de l'État s'opposaient. Hier, ce totem de la fermeté est tombé.

La journée du chef du gouvernement a débuté à l'Assemblée nationale, devant des députés LREM et du MoDem en partie ébranlés, et dont certains ont été la cible de menaces (lire ci-contre). Puis, il a rejoint Matignon, où il a enfilé son costume de Premier... pompier. Et enregistré une vidéo d'une dizaine de minutes dans laquelle il a présenté en détail ces mesures destinées à faire « cesser les violences ».

« Engager un vrai dialogue »
D'abord, la hausse des taxes prévue au 1^{er} janvier de 3 centimes sur l'essence et de 6 centimes sur le gazole est « suspendue ». Pour six mois. En clair, ces augmentations n'auront pas lieu. « Aucune taxe ne mérite de mettre en danger l'unité de la Nation », a-t-il souligné.

Cette pause concernera aussi le gazole non routier qui ne perdra pas son avantage fiscal. Ce qui inquiétait l'ensemble des professions du bâtiment et des travaux publics. Toujours au chapitre de la voiture, Édouard Philippe a également suspendu les nouvelles modalités devant encadrer et rendre plus cher le contrôle technique l'année prochaine.

À cela s'ajoute un autre geste : la suspension de la hausse des prix de l'électricité et du gaz. « Ces décisions d'effets immédiats doivent ramener l'apaisement et la sérénité dans le pays. Elles doivent nous permettre

Christophe Castaner a invité, hier, « les gilets jaunes raisonnables » à ne pas se rassembler à Paris, samedi, en cas de nouvelle mobilisation, après les violences survenues le 1^{er} décembre dans la capitale, et il a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France. Par ailleurs, sept Français sur dix considèrent qu'un report de la hausse des prix des carburants prévue au 1^{er} janvier justifierait l'arrêt des manifestations des gilets jaunes, selon un sondage BVA Opinion pour « La Tribune » réalisé avant l'annonce du moratoire, hier.

d'engager un vrai dialogue », a-t-il insisté.

Le Premier ministre s'est aussi engagé sur la voie d'une remise à plat du système fiscal. Il l'a reconnu : « Nos impôts et taxes sont les plus élevés d'Europe. Les Français ne veulent ni hausse d'impôts ni nouvelles taxes. » Mais a-t-il averti, « si les impôts baissent, il faudra que les dépenses baissent ».

« À côté de la plaque »

Hier, ces annonces ont toutefois été diversement appréciées chez les gilets jaunes parmi lesquels la colère reste palpable (lire par ailleurs). Et un acte IV, samedi à Paris, et en province est loin d'être à exclure.

De fait, en tardant autant à réagir, le gouvernement a contribué, en exacerbant le mécontentement, à faire

monter les enchères. Et à donner toujours plus de grain à moudre à l'opposition. Hier, Jean-Luc Mélenchon, le leader de La France insoumise, a jugé l'exécutif « à côté de la plaque ». Dénonçant « des astuces à l'ancienne » et surtout aucune

hausse du Smic : « La priorité du pouvoir reste donc de protéger les ultrariches. » Marine Le Pen est sur la même ligne : « Un moratoire n'est qu'un report. Ce n'est pas un recul, c'est une apparence de recul. »

Constat identique pour les Républicains, qui ne demandent pas un report mais « la suppression immédiate des taxes ». Celles de 2019, mais aussi celles prévues pour 2020, 2021 et 2022. Le Parti socialiste, quant à lui, s'est dit prêt à déposer une motion de censure avec le Parti communiste.



Malgré les annonces du Premier ministre, hier, les gilets jaunes restent mobilisés et se disent prêts à pour comme ici à Mont-de-Marsan. PHOTO PASCAL BATS/SUD OUEST

La tension gagne aussi l'Ass

Ils sont venus, ils étaient presque tous là hier matin, ministres et députés LREM, pour la réunion hebdomadaire du groupe, à laquelle les députés du MoDem avaient été exceptionnellement conviés. C'est que l'heure était grave. Beaucoup d'élus ont dû subir, dans leur circonscription, des menaces envers eux-mêmes et parfois envers leur famille, beaucoup ont connu des agressions contre leurs permanences, parfois contre leur domicile.

Mais ils étaient surtout venus entendre le Premier ministre leur annoncer les mesures qu'il a décidées pour tenter de mettre fin à la crise, au premier rang desquelles le gel des taxes sur le carburant, mais aussi sur le gaz ou l'électricité (lire ci-contre). Voilà plusieurs jours déjà que certains l'appelaient de leurs vœux. Déjà des voix réclamaient une remise en cause de la réforme de l'ISF - dont il faut rapeler qu'il n'a pas été abrogé, puisqu'il pèse encore sur l'immobilier - mais Édouard Philippe a semblé écarter cette piste hier.



Édouard Philippe, hier, à l'Assemblée. PHOTO IPS

Motion de censure

Dans l'attente du débat qui doit avoir lieu aujourd'hui, et qui sera finalement suivi d'un vote, la séance des questions d'actualité servait de répétition générale.

Elle fut sans surprise, à ceci près que les députés de La France insoumise ont refusé de se lever pour rendre hommage aux policiers. Ce qui n'empêchait pas, quelques minutes plus

tard, Olivier Faure, le premier secrétaire d'un PS qui se présente toujours comme un parti de gouvernement, de gagner les bancs de la même France insoumise pour mettre au point la motion de censure que la gauche devrait déposer dans les prochains jours...

C'est finalement dans les couloirs que se disaient les choses les plus intéressantes. Il fallait entendre cette mi-

emblée

nistre constater qu'Emmanuel Macron est conscient de la situation, mais craindre qu'il ne se donne pas vraiment les moyens d'y répondre.

Il fallait écouter cet ancien Premier ministre appeler le président à prendre la parole avant samedi, de manière à désamorcer la tension : « Ceux qui casseraient en fin de semaine ne seraient plus regardés de la même manière par les Français », juge-t-il. Mais, comme tant d'autres représentants de l'ancien monde, il n'a jamais été consulté par le pouvoir en place.

Attiser le feu

C'est enfin cet important député LREM qui raconte sa conversation récente avec le préfet de Haute-Loire : pour celui-ci, les attaques récurrentes de Laurent Wauquiez (élu du département) contre l'État ont attisé le feu. Ce ne serait donc pas par hasard que cette préfecture-là a été incendiée. Où l'on voit qu'à l'Assemblée aussi, la tension n'est pas près de retomber.

Bruno Dive, rédaction parisienne

À NOTER ÉGALEMENT

ESSENCE Les prix des carburants vendus dans les stations-service françaises ont poursuivi leur baisse la semaine dernière, dans le sillage de la chute des cours du pétrole. Le litre de gazole, carburant le plus vendu en France, valait en moyenne 1,4287 €, lundi, soit 2,66 centimes de moins que la semaine précédente.

MARCHE POUR LE CLIMAT Les organisateurs et soutiens des marches pour le climat maintiennent leur appel à manifester samedi, notamment à Paris, opposant une fin de non-recevoir au ministre de l'Intérieur.

HULOT En revanche, Nicolas Hulot, qui a quitté le gouvernement en septembre, a estimé :

« Ce n'est pas le moment (pour cette marche) car c'est un risque de confrontation supplémentaire et de confusion des messages. »

MACRON Le président Emmanuel Macron a visité, hier, la préfecture du Puy-en-Velay, qui avait été incendiée samedi après un rassemblement de gilets jaunes. Il a souhaité « témoigner personnellement et directement de son respect et de son soutien aux agents », selon un communiqué de l'Élysée.

ÉTAT D'URGENCE Les Républicains demandent au président de la République, le retour de l'état d'urgence, « seule mesure qui permettrait d'ici à samedi de prévenir » de nouvelles violences dans les manifestations des gilets jaunes, selon eux.

BERGERAC (24)

« On n'est pas dans une cour de récré »



Elles s'appellent Nora, Laëtitia, Lilly et font partie des quelques gilets jaunes qui se sont improvisés accompagnateurs de la centaine de lycéens qui défilaient dans les rues du centre-ville de Bergerac, hier après-midi. « Je les surveille pour qu'ils ne fassent pas de bêtises », glisse Laëtitia, 50 ans, employée dans un bureau de tabac, face à la petite troupe qui reprend sur les marches du palais de justice « Macron rend le pognon ! ». Toutes trois balaient d'un revers de main les annonces du Premier ministre. « On ne veut pas des miettes. On veut le pain en entier », prévient Nora, 28 ans, en formation, reprenant une expression qui fait florès dans les rangs des gilets jaunes. Elle fait

peu de cas d'Édouard Philippe, ravalé au rang de « sous-fifre », pour mieux se concentrer sur Emmanuel Macron, objet manifeste de nombre de rancœurs : « On aimerait avoir un président qui parle à son peuple. » Le moratoire sur le prix du carburant, la surprise du contrôle technique, « c'est pour amuser la galerie, on n'est pas dans une cour de récré, on ne lâchera pas », ajoute Laëtitia. Tandis que Lilly, 30 ans, aide-soignante auprès de personnes handicapées, réclame « qu'on remette l'ISF ». Mobilisées depuis plus de trois semaines, d'abord aux abords des ronds-points des zones commerciales de l'agglomération, ensuite « devant le commissariat de police, le centre des impôts, la sous-préfecture », ces mères de famille revendiquées n'avaient jamais manifesté avant, assurent-elles. Les voilà qui font au mieux « avec les horaires » pour maintenir une visibilité aux gilets jaunes, « tout en étant pacifistes », insistent-elles, et revigorées par l'allocution du Premier ministre. « Les gens nous soutiennent », remarque Nora.

PHOTO D. BOZEC

LANGON (33)

« Je vais continuer »



Ludovic Ferret, 30 ans, ne compte pas lâcher le péage de Langon, sur l'A 62, où il se rend tous les soirs de 17 h 30 à 19 h 30, après sa journée de travail dans la sécurité incendie. « Je vais continuer, c'est sûr. Tant qu'il y aura un bonhomme jaune, je serai là », déclare tranquillement le jeune père de famille, qui a écouté en direct la déclaration du Premier ministre. « Six mois de délai, ça ne va rien changer. Ce que l'on veut, c'est plus d'argent, des salaires plus convenables. Je veux pouvoir amener ma femme au cinéma. Partir un peu en vacances, on a besoin de s'aérer la tête. On ne peut pas toujours rester chez nous. Au Buffalo Grill, on n'y va pas », raconte Ludovic qui touche environ 1 600 euros par mois pour 39 heures par semaine.

PHOTO JÉRÔME JAMET

Interpellations après le saccage du péage

VIRSAC (33) Huit personnes étaient toujours en garde à vue, hier soir, après une première vague d'interpellations dans l'enquête sur les dégradations commises au péage de Virsac, dans la nuit du 19 au 20 novembre dernier. C'est la section de recherches de Bordeaux qui a été saisie de l'enquête contre X pour dégradations ou détérioration du bien d'autrui par moyen dangereux et vols aggravés. Dès le début du mouvement des gilets jaunes, ce péage sur l'A 10 a été symboliquement choisi. Il est devenu un lieu de rassemblement puis d'actions, voire d'exactions. Cette nuit-là, la colère était montée d'un cran. Les cabines avaient été détruites voire incendiées, les caméras brisées. Avec le renfort des gendarmes du groupement départemental, les enquêteurs de la SR ont effectué un gros travail technique.

SAINTES (17)

« Il n'a rien compris »



À Saintes, cinq ronds-points sont occupés depuis le premier jour. Sur celui dit « de Rochefort », Yves, 59 ans, Jean-Claude, 63 ans, Lise, 62 ans, et « La Cloche », 61 ans, estiment que les annonces de ce mardi « arrivent trop tard. C'était il y a deux semaines qu'il fallait le faire », considère Lise. « Il n'a toujours rien compris », déplore Jean-Claude. « C'est de l'enfumage », renchérit « La Cloche ». Hier sur les ronds-points de Saintes, la détermination à rester était à la hauteur du sonomètre des coups de klaxon des camions et voitures. Élevée.

PHOTO SÉVERINE JOUBERT

MARMANDE (47)

« La vie est toujours aussi chère pour nous »



« C'est de la poudre aux yeux. Ce gel n'améliore pas notre pouvoir d'achat. Aucune taxe n'a été baissée et aucun revenu n'a été augmenté. La vie est toujours aussi chère pour nous. En gros, il nous laisse dans la même mouise pendant six mois. En revanche, il offre une prime aux CRS », tonne Jérémy. D'après ce livreur de 40 ans, actif depuis le premier jour, ces annonces vont renforcer la colère et la détermination des manifestants. « Si le gel avait été

annoncé le 17 novembre, peut-être que cela aurait pu suffire. Mais, maintenant, c'est trop tard. Cela fait quarante ans que les gouvernements donnent d'un côté pour reprendre de l'autre », s'insurge le Marmandais. Il acquiesce lorsque David, également présent sur le rond-point du centre Leclerc, intervient :

« Pour arrêter le feu, il faut revaloriser le travail et les retraites. » Jérémy a décidé de démissionner de son poste pour se consacrer au mouvement. « Et puis, je vais au boulot pour rien. Encore plus avec la hausse du gazole. À la fin du mois, une fois tout payé, il ne me reste que 45 euros. Je fais quoi avec ça ? » Ce père de quatre enfants aimerait améliorer le quotidien de sa famille : « Je n'achète que des produits premiers prix chez Lidl. Ce que je veux, c'est pouvoir offrir un repas convenable à mes enfants, au moins une fois par mois. » PHOTO K. PLAISANTIN

LE SIGLE DONT ON PARLE

XXO

Comprenez Extra Extra Old. Il y a un an, cette marque propriété de la société Hennessy avait été jugée floue par l'administration. Ce n'est plus le cas. Le XXO ne fait plus polémique. Il est devenu une mention officielle commune à toute la filière cognac. Le XXO désigne un cognac dont la plus jeune eau-de-vie a au moins quatorze ans d'âge. C'est écrit dans le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée cognac, dont une nouvelle mouture a été validée par arrêté le 8 novembre 2018 et publiée au Journal officiel du 14 novembre.

Les gilets jaunes déçus et toujours mobilisés

SOCIAL Hier, les manifestants ont poursuivi leurs actions

Les annonces d'Edouard Philippe ne les ont pas convaincus (lire notre fait du jour en pages 1 et 2). Les gilets jaunes poursuivent leurs actions en Charente.

« On tourne en rond, a réagi Yoan Lotellier, l'un des organisateurs du mouvement dans le département. Le Premier ministre n'a pas compris le message : tant que l'on n'aura pas moyen de contrôler ce qui sera mis en place, on ne lâchera pas le terrain. L'augmentation du Smic, les taxes, nous avons dépassé ces revendications. Ce qu'on veut, c'est le contrôle de l'Assemblée nationale. Il faut rendre le pouvoir aux citoyens ! »



Yoan Lotellier, l'un des organisateurs. ARCHIVES ANNE LACAUD

La suite de la semaine sera consacrée à « la consolidation du mouvement », annonce Yoan Lotellier, présent sur le rond-point de Girac, à Angoulême, où les gilets jaunes construisaient hier un chalet.

À Cognac, ce n'est plus le giratoire de La Trache mais celui de Crouin (direction Saintes) qui a été occupé par une quarantaine de manifestants. Les barrages filtrants ont débuté dès le matin. Ils ont provoqué des ralentissements une bonne partie de la journée sur la rocade.

Le bois, trésor à ménager

ÉCONOMIE La Région Nouvelle-Aquitaine et l'Office national des forêts ont choisi une tonnellerie pour signer une convention. La préservation de la ressource est l'une des priorités

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

Alain Rousset le prédit : « Demain, la forêt va se substituer au pétrole. » Le président de Nouvelle-Aquitaine voit dans cette filière « une source inépuisable de richesses » mais aussi une ligne de conduite : « La forêt inculque la valeur du temps long chez ceux qui la font vivre et qui l'exploitent. » La Région table sur le bois, comme en atteste la convention signée hier à la tonnellerie Taransaud, à Merpins, avec Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts.

Il existait déjà une convention entre la Région Aquitaine et l'ONF. Elle portait surtout sur la forêt bordant le littoral. Il y a plusieurs enjeux : le tourisme, la protection des dunes et la préservation de la biodiversité », indique Yves Ducos, directeur territorial de l'ONF Centre Ouest Aquitaine.

Tension sur les prix du chêne

La fusion des Régions donnait l'occasion de densifier ce partenariat. Les problématiques du littoral s'étendent désormais à celui de Charente-Maritime. La convention s'intéresse aussi à l'exploitation des forêts de haute montagne (lire ci-contre), l'innovation ou encore la recherche sur le dérèglement climatique. « La Région Nouvelle-Aquitaine est celle où les conséquences sont les plus importantes. Est-ce que les chênes vont remonter vers le nord ? On ne le sait pas encore mais on voit arriver des prédateurs pour certaines variétés », relève Alain Rousset. Il souligne au passage une priorité : la « sanctuarisation des terres arables ». Si la signa-



Président de Taransaud, Henri de Pracomtal a fait visiter la tonnellerie à Alain Rousset. PH. A. LACAUD

ture avait lieu dans une tonnellerie, c'est que le partenariat intègre cette filière stratégique. « La Nouvelle-Aquitaine est la première Région forestière de France, en surface comme en récolte. Ce territoire abrite aussi 50 % de la tonnellerie française, principalement autour de Cognac », pointe Vincent Lefort, président du syndicat des merrandiers de France.

Cette instance n'a que trois ans d'âge. Elle est portée par une urgence : la pression est forte sur la matière première. Président de Taransaud, Henri de Pracomtal a déploré le coût du chêne. « Il a rejoint les prix pratiqués en 1980. Il faut encore faire un effort pour grimper au niveau des prix de 1970, pour permettre à l'ONF de mieux équilibrer son bud-

get », répond Christian Dubreuil, quelque peu taquin.

Le directeur général de l'ONF promet toutefois un approvisionnement de la filière « sur vingt ans ». Savoir la valeur du temps, voilà un point commun entre la filière du cognac et celle du bois, note Patrick Raguenaud, président du Bureau national interprofessionnel du cognac. Il faut 180 ans, soit six générations, pour qu'un chêne atteigne la qualité nécessaire pour un fût. Ce qui impose une anticipation extrême. « Nous bénéficions aujourd'hui des chênes plantés par Colbert pour la Marine royale. Il faut investir dans le renouvellement du parc de chênes. De toute façon cela servira à quelque chose ! », observe Vincent Lefort.

FLYING WHALES

LE BOIS S'ENVOLE La convention s'intéresse aussi à la forêt pyrénéenne, difficile à exploiter. La Région soutient le projet « Flying Whales », traduisez « baleines volantes », image à laquelle font penser les ballons dirigeables. Ces engins pourraient revenir dans le vent. Un dirigeable peut transporter 20 fois plus de bois qu'un hélicoptère, en évitant aussi de faire grimper des camions dans des lieux improbables. « On finalise l'atterrissage. L'usine qui fabriquera le dirigeable sera en Nouvelle-Aquitaine. C'est un enjeu incroyable ! », s'enthousiasme Alain Rousset.

« Trouve ta voie » s'invite dans 15 collèges

CHARENTE 50 profs ont été sensibilisés hier à ce nouveau dispositif

Sur la base du volontariat, 15 collèges et un lycée charentais (1) intègrent le dispositif « Trouve ta voie », lancé en France il y a quatre ans par le Centre égalité des chances de l'École supérieure des sciences économiques (Essec) avec l'Éducation nationale.



Visioconférence hier avec les élus et l'Essec. PHOTO H.R.

Proposé par le Département « pour lutter contre le décrochage scolaire », le dispositif (chiffré à 5 000 euros) s'adresse aux collégiens de 4^e et 3^e. Comment ? Via le numérique et de petites vidéos intégrées dans l'emploi du temps des élèves sur les heures d'accompagnement personnalisé et des fiches d'animation pour les enseignants sur la confiance en soi notamment. Des vidéos co-construites avec 2 000 enseignants, dans l'air du temps, pour capter l'attention des jeunes.

« Notre objectif est d'éveiller la curiosité des jeunes, ouvrir les chakras, les aider à connaître leurs talents selon la théorie des intelligences multiples, ouvrir leur champ des possibles et les aider dans les choix d'orientation », défend Chantal Dardelet, directrice du Centre égalité des chances de l'Essec. Concrètement, chaque établissement est « pilote à bord ». Ce dispositif s'ajoute au partenariat conclu par la Charente avec Sciences politiques à Bordeaux.

H. R.

ASSURANCE MALADIE

Attention aux arnaques à la carte Vitale



Vous avez peut-être reçu un e-mail identifié comme provenant de l'assurance-maladie et vous informant qu'une nouvelle carte Vitale est disponible pour vous. Celui-ci semble authentique, reprenant le logo et les codes de l'organisme public, mais il s'agit pourtant d'un email frauduleux destiné à obtenir vos données personnelles. ARCHIVESAFP

Nadia Nougaret vous invite à manger chez elle

NOUVEAUTÉ La cuisinière a ouvert son restaurant O Pas commun. Originalité, c'est aussi sa maison

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.com

Le nom du restaurant résume l'affaire O Pas Commun. Rien, en effet, n'est vraiment ordinaire dans cette histoire. Ni le lieu d'implantation, rue Pasteur, quartier du Champ-de-Foire. Ni le concept, Nadia Nougaret reçoit, en effet chez elle, dans sa propre salle à manger. Ni le parcours de la cuisinière cognacaise d'origine et qui, à 46 ans, semble avoir déjà vécu plusieurs vies.

« J'ai été une ultrasportive. J'ai fait de l'athlétisme au CAC et j'ai eu des titres départementaux et régionaux en saut en longueur. J'ai ensuite fait du hand, du volley, de la gym, du cheval. À l'origine, j'étais prédestinée à être prof de sports », confie Nadia Nougaret. Elle a, également, tâté du rugby à Jamac puis à Bristol lors d'un séjour d'un an en Angleterre. Surtout, elle a connu l'équipe de France « à Jamac, je jouais premier centre et en équipe de France trois-quarts aile. J'étais réputée pour ma vitesse et mes plaquages », sourit celle qui a disputé la Coupe du Monde 1994 en Écosse. « Nous avons fini troisième. C'est l'Angleterre qui avait gagné la compétition. »

L'autre passion de Nadia Nougaret, c'est l'aviation. Un virus qui lui a été transmis par un oncle qui lui en parlait souvent. « Il travaillait dans une compagnie Régional Airlines. » Une compagnie qu'elle intègre en 1995



Nadia Nougaret vous accueille dans sa salle à manger. D.F.

après avoir signé un premier contrat d'hôtesse de l'air. « Je suis passée chef de cabine en 1996 puis instructrice en 1998. » Une progression rapide, « j'apprends vite et quand je veux quelque chose je me donne les moyens d'y arriver ».

La carrière aérienne de Nadia Nougaret s'est interrompue en 2014, après de sérieux ennuis de santé qui la laissent avec un handicap. En 2017, elle est finalement licenciée de la compagnie qui, sous l'égide d'Air France s'appelle désormais Hop.

Cuisine du monde revisitée
Mais Nadia Nougaret n'est pas du

genre à rester les deux pieds dans le même sabot. Son avenir, comprenant qu'elle ne pourrait pas continuer dans le domaine aérien, elle l'avait préparée en amont. Et cette nouvelle vie s'appelle donc O (qui rappelle l'ovale d'un ballon de rugby) Pas Commun, « cela fait trois ans que je travaille sur ce projet, comment l'aménager par rapport à mon handicap, réfléchir à la configuration de la cuisine de façon à être prête le jour J ». En mai 2017, elle a posé ses valises à Cognac, le temps de trouver la maison adéquate, de l'aménager, le restaurant a ouvert le 17 octobre dernier (1).

Une reconversion étonnante ? Pas tant que ça puisque la cuisine est aussi une passion pour elle depuis longtemps. « Je viens d'une famille épicière où les gens sont gourmands et gourmets, ils sont habitués à la bonne cuisine. On mange bien dans la famille », sourit Nadia Nougaret. Elle ajoute : « J'ai fait d'une passion mon premier métier, je continue dans cette voie, en visant l'excellence. » Son idée de cuisiner à la maison est liée à son handicap mais pas que, « c'est un concept que l'on trouve de plus en plus dans les grandes villes ».

Mais original, à notre connaissance à Cognac, « tout est accessible sauf ma chambre, rigole-t-elle. J'aime les gens, j'ai envie qu'ils soient bien, qu'ils puissent se détendre le temps du repas. Cognac est une petite ville où tout le monde se connaît, ça peut être aussi un moyen de parler tranquillement et discrètement boulot ou affaire ». L'occasion aussi de lier connaissance puisque les dix places disponibles le sont sur une table unique.

Côté saveurs, Nadia Nougaret mise sur les saveurs du monde revues à sa sauce « des goûts qui ne sont pas trop habituels ». Le menu change tous les jours, « je n'aime pas cuisiner la même chose. Je débute dans la restauration, je suis ouverte à toutes les remarques, ça permet de se perfectionner. » Les premiers retours sont plutôt encourageants, « le concept plaît ». Il ne reste plus qu'à le découvrir.

OPasCommun, 6 rue Pasteur. Ouverture les lundis, mercredis et vendredis pour le repas du midi. Menu unique à 18 euros sur réservation. Renseignements au 06 25 47 98 20 ou par courriel contact@opascommun.com

Les cyclotouristes ont trouvé leur traiteur

CYCLOTOURISME C'est la société niortaise HMC qui assurera les repas lors de la Semaine fédérale

Après l'effort, dit-on, le réconfort. Mais hier, à Javrezac, bien avant que les cyclotouristes de tout poil débarquent à Cognac pour participer à la 8^e édition de la Semaine fédérale internationale, qui se déroulera du 4 au 11 août 2019, c'est bien de réconfort dont on a parlé.

Ou plus exactement des repas qui pourront être servis lors de cette semaine. « Cette question de la restauration est l'un des postes qui pèsent le plus lourd dans le budget de l'organisation, autour de 150 000 € », indique Jacky Brosseau, responsable de cette Semaine fédérale au sein de la Fédération française de cyclotourismes. « Chaque soir, ce sont entre 800 et 1 000 repas qui sont servis. Environ 1 200 lors de

la soirée de gala et le repas des bénévoles », poursuit-il.

« Assurer »

C'est dire si l'affaire doit être bien calée. Et c'est l'objet de la convention signée, hier donc, entre le prestataire de service, la Fédération et le Comité d'organisation de la Semaine, émanation du Cognac Cyclotourisme Club, « par là, la Fédération se porte garant s'il y a un problème entre l'organisateur et le traiteur », explique encore Jacky Brosseau.

Le traiteur, justement. Il s'agit de la société niortaise HMC. Pourquoi pas une Cognacaise ou Charentaise ? « Ce n'est pas facile de trouver quelqu'un qui soit libre à ce moment-là et, surtout, qui puisse assurer autant de repas pendant toute une semaine », ré-



La convention a été signée, hier après-midi. PHOTO D.F.

pond Bernard Goyon, président de cette commission d'organisation.

Rappelons, pour mémoire, que cette Semaine fédérale, ce sont quel-

que 12 000 cyclotouristes, venus d'une douzaine de pays qui sillonnent les routes des deux Charentes.

D.F.

Des chemins semés de poésie

PUBLICATION L'atelier poésie de Cognac révèle sa 40^e anthologie vendredi à la Cale

Le compte est rond. L'atelier poésie de Cognac dévoile sa 40^e anthologie, vendredi à partir de 18 heures à la Cale, à Crouin. La première était parue en 1975. L'ouvrage attire des amateurs de toute la France. « On a reçu plus de 500 poèmes, de 75 auteurs différents », note Dany Vinet, qui préside l'association depuis dix ans. Le comité de sélection a élagué, écartant ceux qui étaient trop bavards. La règle, c'est deux pages par personne, pas plus.

Il faut aussi rester dans le thème, « Chemins » cette année. « On choisit un thème qui peut faire écho à l'actualité, pour montrer que la poésie, ce n'est pas de la mièvrerie, que c'est inscrit dans le présent. L'an dernier, « Sources » pouvait faire écho au manque d'eau. « Chemins » permet d'aborder la question des migrations, par exemple. Il y a les chemins de l'espoir, de la liberté, de l'amour, du rêve, de l'imaginaire, du souvenir,



Dany Vinet préside l'atelier poésie depuis dix ans. PHOTO PH.M.

de la promenade bien sûr, les chemins de fer, choisir son chemin, sa voie... »

Malineau et Sourgens honorés

Le recueil accueille 73 auteurs et met deux anciens contributeurs à l'honneur. Décédé en 2017, Jean-Hugues Malineau, de Saint-Angeau, a été « le père des ateliers d'écriture » et a signé de très nombreux livres jeunesse,

dont « Couleurs de mon enfance. » Disparu cette année à l'âge de 85 ans, Jean-Marie Sourgens était à la fois journaliste, poète et romancier.

La soirée de présentation, vendredi à la Cale, sera émaillée de lectures et de quelques « surprises ». L'anthologie coûte 17 euros, 12 euros pour les adhérents. Elle sera disponible en dépôt à la librairie le Texte Libre.

Philippe Ménard

Réchauffement climatique et viticulture

Parler du réchauffement climatique et de la transition écologique évoque indéniablement de réelles inquiétudes à de nombreux points de vue. Un de ces aspects a été retenu lors d'une soirée au centre socioculturel vendredi dernier.

Dans le cadre de l'opération Images de sciences, sciences de l'image, menée par l'Espace Mendès-France de Poitiers, la médiathèque de Cherves avait choisi un film, « Le vin en ébullition ». Dans le milieu du cognac (à Cherves, il y a 1 000 hectares de vigne), la démarche aurait pu être une occasion de réflexion publique et d'échanges : elle le fut assurément, mais trop peu de personnes en ont profité, et en particulier, peu de viticulteurs, sans doute informés par ailleurs.

Incidences inéluctables

Car même si le vignoble français n'est pas menacé de disparition, il est nécessaire que les producteurs s'adaptent dès à présent pour que les vignobles et leurs différents vins de terroir (3 500) conservent leur spécificité. La perspective de l'élévation de la température globale (peut-être + 4°C d'ici l'an 2100) aura des incidences inéluctables qui ne

relèvent pas de la science-fiction. Après la projection du film, deux intervenants qualifiés ont partagé leurs réflexions : Francis Bouche-reau, ancien régisseur d'exploitation agricole et viticole, et vice-président du Conservatoire du vignoble charentais (CVC), et Sébastien Julliard, responsable du CVC, de l'Ampélopole et du centre de traitement à l'eau chaude.

Pour l'un et l'autre, qui ont rappelé la sécheresse de 2003, « la hausse de la température augmente le taux de sucre et, pour l'ensemble des vins, il est nécessaire que les taux d'alcool ne soient pas trop élevés ». Les méthodes de travail des vignes, les cépages à développer ou retrouver, sont directement impactés par le souci du réchauffement climatique.

Des études dites VATE, Valeur agronomique, technologique et environnementale, sont menées notamment par les INRA sur les cépages et les porte-greffe. Et contre les maladies de la vigne, pour limiter les traitements en fonction de la climatologie. Tous les acteurs du monde vitivinicole sont et doivent être sensibles à ce phénomène : le vin entre en ébullition.

Pierre Barreteau

Un nouveau look et plus de sécurité

Faire vivre l'école, une volonté affirmée sur laquelle les élus en charge du scolaire, l'association des parents d'élèves, les enseignantes, etc., ont travaillé l'été dernier. Une journée portes ouvertes avait ainsi été organisée avant la rentrée de septembre à l'intention des familles.

Au cours des échanges, le manque de visibilité de l'école avait été abordé. Ainsi que les problèmes de sécurité puisque, en théorie, à l'approche d'une école, les automobilistes doivent réduire leur vitesse. D'où le projet, proposé lors d'un conseil municipal par Lydia Bégaud-Basson et Virginie Daigre, de réaliser une fresque sur le mur extérieur de l'école afin de mieux l'identifier.

Mieux identifiée

Ainsi, vendredi et samedi, malgré une météo capricieuse, GraffAddikt a graffé les murs de l'école du Canton-Buhet qui longent la RD 731. Le maître mot étant d'identifier l'école en tant que telle, mais aussi de lui attribuer une identité propre, de l'attractivité, du dynamisme et du sé-



La fresque de GraffAddikt illustre le mur de l'école qui longe la route en direction de Burie. PHOTO C.-CH.G.

rieux. Ce sont là les atouts majeurs qui doivent donner aux parents l'envie de choisir ce groupe scolaire pour leurs enfants. Le coup de main donné par Damien et son équipe s'est avéré très positif, et les parents sont à même d'apprécier leur dextérité à dessiner des petits personnages de Mario Bros.

L'association GraffAddikt souhaite faire découvrir les arts de la rue et, pour ce faire, cherche des murs nus chez des propriétaires ou des bâtiments publics pour exercer son art.

Colette-Christiane Guné

Contact : Damien 06 20 27 91 82.

Le sapin extra'ordinaire

CHÂTEAUBERNARD Les Castelbernardins l'ont connu habillé de bouteilles en plastique, de boîtes de conserve l'année suivante. En 2018, c'est tout de tissus vêtu, avec des airs de marquise, que le sapin trône désormais devant le Castel. Les Castelbernardins ont assisté à sa mise en lumière vendredi. L'événement est signé de l'ar-



Le sapin s'est illuminé vendredi. PHOTO SANDRA BALIAN

tiste plasticienne Maria Perafan, avec l'aide de Marie Brisson, présidente du club des aînés, des enfants des écoles et de toutes les couseuses volontaires.

CHÂTEAUBERNARD

Permanence du Secours populaire.

Tous les vendredis, de 14 h à 16 h 30, ainsi que le 2^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, boutique solidaire ouverte à tous et aide alimentaire. Résidence du Hameau des Meuniers, rue Jean-et-Pierre-Bienassis (Bât D, entrée A1). Prendre la direction du complexe sportif Jean-Monnet. Contact : Claudine Poncy 06 80 40 36 87.